

EQUI-ALLOCATION PATRIMOINE

rapport
annuel

FONDS COMMUN DE PLACEMENT - FCP DE DROIT FRANÇAIS

EXERCICE CLOS LE : 30.06.2021

■ sommaire

informations concernant les placements et la gestion.....	3
rapport d'activité	7
rapport du commissaire aux comptes.....	12
comptes annuels	15
<i>bilan</i>	<i>16</i>
<i>actif</i>	<i>16</i>
<i>passif</i>	<i>17</i>
<i>hors-bilan.....</i>	<i>18</i>
<i>compte de résultat.....</i>	<i>19</i>
<i>annexes</i>	<i>20</i>
<i>règles & méthodes comptables</i>	<i>20</i>
<i>évolution actif net</i>	<i>23</i>
<i>compléments d'information</i>	<i>24</i>
inventaire.....	34

Commercialisateur	EQUIGEST
Société de gestion	EQUIGEST 153, rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 PARIS.
Dépositaire et Conservateur	SOCIETE GENERALE SA 75886 Paris Cedex 18.
Commissaire aux comptes	KPMG AUDIT SA Tour EQHO, 2 Avenue Gambetta - 92066 Paris La Défense. Représenté par Mme Isabelle GOALEC.

Informations concernant les placements et la gestion

Modalités de détermination et d'affectation des revenus

- **Résultat net** : Le FCP capitalise et/ou distribue son résultat net.
- **Plus-values nettes réalisées** : Le FCP capitalise et/ou distribue ses plus-values nettes réalisées.

Objectif de gestion

L'objectif de gestion est d'obtenir une performance supérieure à celle d'un placement de taux sans risque par une diversification sur le risque crédit et le risque action.

La stratégie du fonds sera discrétionnaire avec une vision d'allocation stratégique par grande catégorie d'actifs pour un meilleur contrôle des risques, et une gestion flexible des supports, ETFs, fonds, futures, titres en directs pour constituer une allocation tactique dans chacune des catégories.

Equigest souhaite promouvoir la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans sa gestion. Ces critères sont intégrés dès l'analyse préalable qu'il fait des sociétés dans lesquelles le fonds pourrait investir.

Indicateur de référence

L'objectif de la gestion consiste à surperformer l'indice composite 30% MSCI World Net Total Return EUR Index (MSDEWIN Index), + 56% Bloomberg Barclays Euro AGG Corporate ex- financials unhedged EUR (LECFTREU Index) + 14% Bloomberg Barclays Euro HY Corporate BB ex-financials unhedged EUR (BEHCTREU Index).

Le FCP n'étant pas de type indiciel, sa performance pourra s'éloigner sensiblement de l'indicateur de référence, en fonction des choix de gestion qui auront été opérés.

Information concernant l'indicateur de référence utilisé par la SICAV effectuée en conformité avec les dispositions du Règlement UE 2016/1011.

A la date de la dernière mise à jour du présent prospectus, l'administrateur de l'indice de référence MSCI World Net Total Return Eur Index est inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA. En revanche, l'administrateur de l'indice de référence Bloomberg n'est pas encore inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA.

L'indice de référence n'intègre pas de critères ESG dans sa définition.

Stratégie d'investissement

Stratégie utilisée pour atteindre l'objectif de gestion

Le FCP a pour objectif de générer de la performance, en participant à l'évolution des marchés monétaires, obligataires, obligations convertibles et actions. La politique d'investissement de l'OPCVM, conforme aux normes européennes, met en œuvre une gestion discrétionnaire qui fera varier l'allocation d'actif du FCP en fonction des anticipations de l'équipe de gestion et du couple rendement/risque anticipé en intégrant les risques financiers et les risques extra-financiers connus, des différentes classes d'actifs. Celui-ci est analysé notamment en fonction du contexte macro-économique, des configurations techniques et des valorisations des différentes classes d'actifs et des informations fournies par les entreprises et éventuellement des agences de notations extra-financières. L'OPCVM après couverture présentera une exposition au risque de change comprise entre 0% et 30% de l'actif net.

L'exposition globale maximale du FCP incluant le recours à des instruments financiers à terme ne pourra représenter plus de 100%.

Le process de gestion du fonds respecte la politique d'investissement responsable d'Equigest. Il applique d'une part une politique d'exclusions ciblées sur certains secteurs d'activité et une sélection de titres en évitant ceux émis par des groupes présentant des risques extra-financiers importants (le détail de cette politique d'investissement responsable est disponible sur le site www.equigest.fr)

Le FCP est soumis à un risque en matière de durabilité tel que défini dans le profil de risque.

Principales catégories d'actifs utilisés (hors dérivés intégrés)

Actions

Le fonds pourra être investi en actions à hauteur maximale de 50% de l'actif net. La sélection s'effectue sur des sociétés cotées sur un marché réglementé, françaises et étrangères, sans à priori sur la taille ou le secteur d'activité.

Obligations, TCN et instruments du marché obligataire

L'OPCVM a vocation à détenir tous types d'obligations : obligations à taux fixes et à taux variables ou révisables, obligations indexées, obligations convertibles.

La poche obligataire est investie en titres de créances et autres instruments financiers, principalement libellés en euros de la zone Europe et/ou membres de l'OCDE sans répartition entre émetteurs publics ou privés :

- Titres "investment grade" : dont la notation est supérieure ou égale à BBB- (Standard & Poor's) ou Baa3 (Moody's) ou considérés de manière équivalente selon l'analyse de la société de gestion. L'OPCVM est exposé au minimum à 20% de l'actif net aux titres Investment Grade ;
- Titres notés dans la catégorie spéculatif (à haut rendement / High Yield): notation inférieure à BBB- (Standard & Poors) ou Baa3 (Moody's) ou considérés de manière équivalente selon l'analyse de la société de gestion. L'investissement en obligations de titres spéculatifs (à haut rendement / High Yield) est limité à 30% maximum de l'actif net (les obligations non notées ne sont pas considérées ici comme titres spéculatifs (à haut rendement / High Yield)) ;
- Titres sans notation. L'OPCVM est exposé au maximum à 20% de l'actif net aux titres sans notation.

La pondération des titres spéculatifs (à haut rendement / High Yield) ou non notés (selon les principales agences de notation financière ou considérés de manière équivalente selon l'analyse de la société de gestion) d'un même émetteur sera limitée à 2.5% maximum de l'actif net.

La société de gestion ne recourt pas exclusivement ou mécaniquement à des notations de crédit émises par des agences de notation de crédit pour évaluer la qualité de crédit des actifs en portefeuille.

La sensibilité du portefeuille au risque de taux varie de 0 à 8.

Actions ou parts d'autres OPCVM ou FIA

Le FCP peut investir jusqu'à 50% de son actif net en parts ou actions d'OPCVM suivants :

- OPCVM européens dont français, y compris UCITS ETF/ trackers ;
- FIA français ou étrangers répondants aux 4 critères définis par l'article R214-13 du COMOFI.

Instruments dérivés :

Dans la limite d'une fois l'actif net, le gestionnaire pourra investir sur les instruments de dérivés suivants :

Nature des marchés d'intervention :

- Réglementés ;
- Organisés ;
- De gré à gré.

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Action ;
- Taux ;
- Change ;
- Crédit.

Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

- Couverture ;
- Exposition ;

Nature des instruments utilisés :

- Futures (sur taux d'intérêt, sur devises)
- Options (sur taux d'intérêt, options de change)
- Change à terme ;
- Swaps (change).

Titres intégrant des dérivés

Le fonds pourra utiliser des titres intégrant des dérivés cotés sur les marchés réglementés.

Le gérant peut investir dans des obligations convertibles, EMTN (TCN, obligations ou autre titre de créances).

Dépôts

Le FCP n'effectuera pas de dépôts.

Emprunts d'espèces

Dans le cas de son fonctionnement normal, le FCP peut se trouver ponctuellement en position débitrice et avoir recours dans ce cas à l'emprunt d'espèces, dans la limite de 10% de son actif net.

Opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres

Néant.

Profil de risque

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Risque de perte en capital

Le fonds ne bénéficie d'aucune garantie ou protection. Il se peut donc que le capital investi ne soit pas intégralement restitué.

Risque de gestion discrétionnaire

Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés (taux, crédit). Il existe un risque que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

Risque de crédit

Il correspond au risque pouvant résulter du défaut ou de la dégradation de la qualité de crédit d'un émetteur d'instrument de taux. La valeur des instruments de taux peut baisser et entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

Risques liés aux investissements en obligations convertibles

La valeur des obligations convertibles dépend de plusieurs facteurs : niveau de taux d'intérêt, évolution du prix des actions sous-jacentes, évolution du prix du dérivé intégré dans l'obligation convertible. Ces différents éléments peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative du FCP.

Risque de taux d'intérêt

Cette exposition se traduit pour le FCP par une fourchette de sensibilité de 0 à 8. La sensibilité mesure la répercussion que peut avoir sur la valeur liquidative de l'OPCVM une variation de 1% des taux d'intérêt. Une sensibilité de 4 se traduit ainsi, pour une hausse de 1% des taux, par une baisse de 4% de la valeur liquidative de l'OPCVM.

Risque de Haut Rendement («High Yield»)

Il s'agit du risque de crédit s'appliquant aux titres dits « Spéculatifs » qui présentent des probabilités de défaut plus élevées que celles des titres de la catégorie « Investment Grade ». Ils offrent en compensation des niveaux de rendement plus élevés mais peuvent, en cas de dégradation de la notation, diminuer significativement la valeur liquidative de l'OPCVM. Les signatures non notées qui seront sélectionnées, rentreront majoritairement de la même manière dans cette catégorie et pourront présenter des risques équivalents ou supérieurs du fait de leur caractère non noté.

Risque action

Il correspond au risque lié aux variations des marchés actions qui peuvent avoir un impact négatif sur l'évolution de la valeur liquidative du fonds en cas de baisse des marchés actions.

Risque de change

Il correspond au risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise de référence du fonds qui est l'Euro. Ce risque sera représenté par la part du portefeuille non investie en Euro. La fluctuation des devises par rapport à l'Euro peut avoir une influence négative sur la valeur liquidative du fonds (dans le cas où l'exposition à ces devises n'est pas couverte).

Risque de contrepartie

Il correspond au risque de pertes encourues en raison de la défaillance d'un intervenant de marché ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles et à honorer ses engagements. Cette défaillance peut faire baisser la valeur liquidative du fonds.

Risque lié aux produits dérivés

Le FCP peut avoir recours à des instruments dérivés. Le recours aux contrats financiers pourra induire un risque de baisse de la valeur liquidative plus significative et rapide que celle des marchés sur lesquels le fonds est investi.

Risque en matière de durabilité

Il s'agit du risque lié à un évènement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement. La valeur des investissements tant de taux qu'actions pourra baisser si un de ces évènements se réalise.

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

Ce FCP s'adresse aux investisseurs qui cherchent à améliorer le rendement par rapport à un placement obligataire avec une diversification sur le risque crédit et action et qui sont capables de supporter les risques liés à une telle exposition.

La Part F est réservée au fondateur du fonds. La Part I est destinée à tous souscripteurs.

La Part Lest destinée à tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux investisseurs Institutionnels.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce FCP dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée recommandée de placement mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il est fortement recommandé aux souscripteurs de diversifier leurs investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de ce fonds commun de placement.

Durée de placement recommandée : Supérieure à cinq ans.

Indications sur le régime fiscal

La présente note détaillée n'a pas pour ambition de résumer les conséquences fiscales attachées, pour chaque investisseur, à la souscription, au rachat, à la détention ou à la cession de parts du FCP. Celles-ci varieront en fonction des lois et des usages en vigueur dans le pays de résidence, de domicile ou de constitution du porteur ainsi qu'en fonction de sa situation personnelle.

Les investisseurs sont tenus de s'informer eux-mêmes et, le cas échéant, de prendre tout conseil approprié auprès de leur conseil fiscal quant aux conséquences fiscales éventuellement attachées à la souscription, au rachat, à la détention ou à la cession de parts du FCP en vertu des lois applicables dans leur pays de résidence, de domicile ou de constitution du porteur.

Le FCP n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés en France. En application du principe de transparence fiscale, l'administration fiscale considère que le porteur est directement détenteur d'une fraction des instruments financiers et liquidités détenues dans le FCP. Les plus ou moins-values sont imposables, le cas échéant, entre les mains des porteurs du FCP.

Pour plus de détails, le prospectus complet est disponible sur simple demande auprès de la société de gestion.

• *Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de : EQUIGEST – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 PARIS . Des explications supplémentaires peuvent être obtenues si nécessaires auprès de Equigest, Secrétariat Général, téléphone : 01 43 12 61 28.*

• *Date de création du Fonds : 15 mai 2019.*

rapport d'activité

Environnement global

L'environnement économique et financier a présenté quatre points majeurs :

1. Une économie en récession, provoquée par l'épidémie de Covid 19, mais qui rebondit fortement en 2021

La crise sanitaire du Covid-19 a fait basculer l'économie mondiale dans la pire récession que le monde ait connue depuis plusieurs décennies. L'épidémie de Covid 19, qui a débuté à Wuhan dans la province chinoise du Hubei, s'est propagée d'Est en Ouest dans le monde entier. Les confinements imposés à partir de mars 2020 pour contenir ce qui était devenu une pandémie ont mis l'économie mondiale quasiment à l'arrêt.

Les chiffres macroéconomiques se sont par suite fortement dégradés. La croissance française a reculé de 8,3% au cours de l'année 2020. La croissance allemande a baissé de 5% du fait de mesures de restrictions sanitaires moins coercitives. Au final, la croissance de la zone euro a marqué une baisse de 6,8% et celle des Etats-Unis de 3,5%. Parmi les principales économies mondiales, seule la croissance chinoise a progressé, de 2,3%.

Au cours du dernier trimestre 2020, la découverte de vaccins et leur homologation par les systèmes de santé, ont permis d'anticiper une sortie de crise, ce qui a augmenté la confiance des consommateurs et des investisseurs. Le début des campagnes de vaccination et la levée des restrictions ont permis à l'économie de se redresser au cours du second semestre 2020 et ont favorisé une reprise forte au début de l'année 2021. Les indicateurs avancés sont désormais passés en zone d'expansion et le commerce mondial est quasiment revenu à son niveau d'avant crise.

Cette dynamique s'est accélérée au cours de l'année 2021 ce qui laisse présager d'un fort rebond du PIB mondial en 2021. Ainsi, le FMI estime que la croissance mondiale devrait s'établir à 6% en 2021. Elle devrait être de 6,4% pour les Etats-Unis, de 4,4% pour la zone euro et de 8,1% pour la Chine.

2. La mise en place d'un soutien massif des gouvernements financé par la dette

Pour faire face à la crise et préserver les systèmes productifs et l'emploi, les gouvernements ont mis en place des plans de soutien considérables. Le coût budgétaire de ces plans a été financé par une augmentation massive des dettes souveraines. Les déficits budgétaires abyssaux ont creusé la dette publique. Ainsi, les Etats-Unis ont vu leur dette publique s'envoler à 127,11% du PIB en 2020 contre 108,19% en 2019. En Europe, le ratio dette/PIB a atteint 156% en Italie, 115% en France et 119,9% en Espagne. Ce ratio devrait s'établir à 70% pour l'Allemagne.

Aux actions des gouvernements est venu s'ajouter le plan de relance de 750Mds d'euros de la commission européenne. Ce plan, adopté le 21 juillet 2020 par les pays membres de l'Union Européenne cible des réformes et des investissements visant à redynamiser le potentiel de croissance. Les principaux bénéficiaires seront l'Italie (80Mds), l'Espagne (78Mds), la France (41Mds), la Pologne (34Mds) et l'Allemagne (27Mds). Cet accord est historique et pourrait représenter un premier pas vers une intégration fiscale des pays de la zone. Les premiers effets économiques devraient commencer à se faire sentir en 2021.

3. Un accompagnement permanent de ces politiques de soutien par les banques centrales

Les financements d'urgence auraient pu conduire à une remontée brutale des taux d'intérêt à long terme. Les banques centrales, en achetant largement les titres émis par les états ont rendu le placement possible sans hausse significative des taux. La banque centrale européenne, la FED et la banque centrale du Japon ont multiplié les mesures accommodantes et créé la masse monétaire supplémentaire nécessaire dans une période de ralentissement de circulation de la monnaie. Elles ont ainsi injecté plus de 6 trilliards de dollars dans les économies, ce qui s'est traduit par une augmentation très visible de leurs bilans. Ces interventions ont permis de réduire temporairement les risques de faillites, de réduire la volatilité des marchés et de soutenir les valorisations des actions.

En particulier, la banque centrale européenne a élargi son programme d'achat des dettes obligataires, en y incluant des émetteurs non éligibles auparavant. Ces achats de dettes obligataires vont être réalisés au travers du PEPP (Pandemic Emergency Purchase Programme annoncé le 18/03/20). D'une valeur initiale de 750 Mds d'euros ce plan a été augmenté de 600Mds d'euros en juin 2020. Elle a aussi soutenu les banques en leur accordant des taux dépôt et de refinancement favorables (avec des mesures d'assouplissement du collatéral à partir du 8 avril).

4. L'augmentation de l'inflation

Le redémarrage brutal des économies a créé des goulets d'étranglement dans la chaîne de production ce qui a eu pour effet d'augmenter le prix des matières premières et des biens de consommation. La consommation de pétrole a fortement rebondi et a contribué à la forte augmentation du prix du baril. Le prix du baril de WTI est passé de 39,87\$, fin juin 2020, à 73,47\$, fin juin 2021. Ainsi, l'inflation a progressé dans toutes les principales économies développées. Aux Etats-Unis, l'inflation a atteint 5% pour le mois de juin 2021, en glissement annuel. Bien qu'en progression l'inflation semble maîtrisée dans tous les autres pays développés (+2% en juin pour la zone euro, en glissement annuel).

Le consensus est cependant qu'il s'agit d'un phénomène transitoire du fait des goulets d'étranglement sur la chaîne d'approvisionnement et des effets de base. Ce caractère transitoire a été souligné par Jerome Powell à la suite du comité de la FED, qui s'est tenu le 15 et 16 juin 2020. Il a ainsi tenu à rassurer les marchés malgré la révision significative des anticipations d'inflation par les membres du comité (de 3% à 3,4% pour l'inflation core 2021).

La question pour la fin de l'année 2021 et 2022 sera donc de savoir si les goulets d'étranglements s'estomperont suffisamment rapidement pour ne pas impacter les salaires, laissant place à une inflation structurelle.

Environnement de marché

Sur la période les marchés ont affiché de très solides performances.

1. Les actions

Le second semestre 2020 a signé le retour en grâce des actifs risqués. Les marchés ont rebondi dans un premier temps suite à l'élection de Joe Biden qui a permis d'abaisser le risque politique et d'anticiper un plan de relance plus important avec l'arrivée des démocrates au pouvoir. La progression des marchés actions a par la suite accéléré grâce à la découverte de vaccins efficaces pour lutter contre la Covid-19. Les investisseurs ont commencé à anticiper un retour à la normale et sont revenus sur les titres qui avaient le plus souffert des restrictions sanitaires. Ainsi, une forte rotation sectorielle au profit des valeurs cycliques a eu lieu. Au cours du second semestre 2020, l'Euro Stoxx 50, dividendes réinvestis, a progressé de 10,65% alors que le CAC 40 a progressé de 13,40% et le CAC Mid&Small de 19,24%.

Cette progression des marchés actions s'est accentuée au cours du premier semestre 2021 parallèlement à l'amélioration des chiffres macroéconomiques et à l'accélération des campagnes de vaccination qui ont permis une réouverture quasi-totale des économies. Au cours du second trimestre 2021 des craintes concernant l'évolution de l'épidémie, suite à la progression du variant delta, ont mis un frein à la progression des marchés actions. La rotation sectorielle s'est inversée. Les investisseurs ont une fois de plus recherché les valeurs à croissance visible et ont petit à petit délaissé les secteurs cycliques.

Au final, les marchés actions affichent de fortes performances. Sur un an, le CAC 40, dividendes réinvestis, progresse de 35,55%, l'Euro Stoxx 50 de 29,01%. Le CAC Mid&Small affiche une performance de 36,15% de juillet 2020 à juin 2021, tiré par un fort rebond des petites et moyennes capitalisations.

Sur un an, les marchés américains ont eu de très bonnes performances (+40,77% pour le S&P 500 en dollars, dividendes réinvestis), tirés par les géants du secteur technologique (+45,29% pour le NASDAQ). Sur la même période, le Nikkei dividendes réinvestis en JPY, progresse de 31,29%. Au niveau des émergents, le MSCI Emerging Market, dividendes réinvestis en USD, a progressé de 41,29%.

Les indices européens locaux ont eu des performances disparates : le DAX dividendes réinvestis en euros progresse de 26,16% alors que l'IBEX dividendes réinvestis progresse de 25,11% et le FTSE MIB de 32,38%.

2. Les taux

Début 2020, la crise Covid avait entraîné une baisse spectaculaire du taux d'état à 10 ans américain, de 1,90% à 0,54% en deux mois devant la récession qui se profilait. Puis même si des premiers signes de reprise de l'emploi sont apparus aux Etats-Unis, les mauvaises nouvelles sur le développement dramatique de l'épidémie ont conduit à un soutien renforcé de la Fed, et des taux maintenus au plus bas jusqu'en août. Par la suite, l'annonce de la mise au point de vaccins, la poursuite de reprise de l'activité et l'anticipation d'une réduction de la politique monétaire quantitative ont conduit à une remontée des taux jusqu'à 1,70% en mars 2021, la dernière phase de la hausse étant soutenue par des craintes inflationnistes.

Puis les nouvelles d'une croissance moins forte en Chine, d'un possible pic de la croissance américaine au T2 2021 aux USA, et la diminution des anticipations inflationnistes ont retourné la tendance, le taux à 10 ans terminant le mois de juin à 1,47%.

En zone euro, où les taux d'état allemands étaient en territoire négatif, le taux à 10 ans a oscillé autour des -0,40% en début d'exercice, avant de baisser vers -0,60% compte-tenu des différentes mesures sanitaires mises en place (confinements, couvre-feux...). Le taux est remonté dans la zone des -0,20% en fin de période saluant l'embellie à venir sur la croissance de la zone euro. Les taux français ont suivi une évolution parallèle, passant de -0,11% à -0,36% avant de revenir à +0,12% à fin juin.

Ces évolutions globalement haussières sur les taux ont induit une performance négative des différents indices d'obligations gouvernementales. L'indice Bloomberg Barclays des obligations d'état de la zone euro perd 0,16% sur l'exercice du fonds. Cependant, si l'on se restreint aux maturités 5-7 ans, la performance est positive de 0,60%.

3. Le crédit

L'écart entre le taux sans risque et le taux des obligations privées, « spread de crédit » ou « prime de risque obligataire », était considérablement remonté sur l'ensemble des obligations privées suite au déclenchement de la crise Covid en mars 2020. Les investisseurs ne sachant pas quelles sociétés pourraient être mises en péril par l'interruption de l'activité avaient vendu de façon brutale, ce qui a conduit les primes de risque à s'écarter considérablement.

Même si ces primes s'étaient déjà réduites entre mars et juin 2020, nous avons commencé l'exercice 2020-2021 sur des niveaux toujours larges, et dans une période de taux de rendement toujours très bas.

Les investisseurs n'ont donc pas hésité à reprendre leurs achats d'obligations privées pour apporter un rendement correct à leurs nouveaux flux, dans la mesure où les nouvelles sur l'emploi et l'accompagnement de la crise par des mesures de soutien aux entreprises donnaient des perspectives rassurantes, sauf sur les secteurs les plus exposés (comme par exemple le tourisme et le transport aérien).

La prime de risque sur les obligations privées 5-7 ans en euros de l'indice BoA est ainsi passée de 1,26% à moins de 0,60% sur l'exercice alors qu'elle avait culminé à 2,16% au plus fort de la crise en mars 2020. De la même façon la prime de risque sur les obligations à haut rendement en euros notés BB de l'indice BoA a baissé de 3,66% à 2,00% sur l'exercice.

4. Les devises

En 2020, l'euro s'est apprécié contre les principales devises. Il s'est apprécié de 5,55% contre le dollar, de 8,67% contre le yen et de 3,07% contre le CHF.

Cette appréciation s'est opérée à partir du second semestre 2020. En cause, la proposition de la commission européenne de mettre en place un plan de relance de 750Mds. Les membres de la zone euro ont finalisé le plan et l'ont signé au cours du mois de juillet 2020.

L'appréciation de l'euro a été particulièrement forte par rapport au dollar. Le dollar s'est déprécié conjointement à l'injection massive de liquidité par la FED. De plus, suite à l'élection de Joe Biden les investisseurs ont anticipé la mise en place d'un important plan de relance qui devrait creuser l'important déficit du pays.

Le CNY est la seule grande devise contre laquelle l'euro s'est déprécié au cours de la période (-3,65%). En cause, la dynamique de la croissance chinoise.

Politique d'investissement

L'objectif de gestion est d'obtenir une valorisation du capital sur la durée de placement recommandée par une allocation discrétionnaire prudente à dominante obligataire crédit et qui investit également en actions.

Le fonds a pour référence un indice composite 70% obligataire et 30% action, mais le fonds n'a pas pour objectif d'être indiciel.

Le fonds doit respecter les contraintes d'un maximum de 50% d'investissement en actions, de 30% maximum en titres obligataires high-yield et de 20% maximum en titres obligataires non notés. Il maintient également un minimum de 20% de l'actif net en titres obligataires investment grade. Par ailleurs, il doit ne sélectionner que des émetteurs notés au moins BB par MSCI ESG et ne pas dépasser un quota de 30% de titres d'émetteurs non notés par MSCI ESG (6,3% en fin d'exercice).

Au cours de l'exercice, le fonds a progressivement augmenté son exposition aux titres obligataires à haut-rendement, cette dernière est passée de 5% à 12%. De la même façon, l'exposition aux titres obligataires non notés est passée de 7% à 9%.

Cependant, le principal vecteur d'exposition au risque a été le marché actions, ce qui explique que la notation BB ait été privilégiée dans le cadre des investissements obligataires à haut rendement.

L'exposition action était légèrement supérieure à celle de l'indice de référence en début d'exercice (33%). Puis dans la perspective d'une deuxième vague de l'épidémie à l'automne 2020, elle a été réduite jusqu'à 28% en novembre avant d'être rehaussée jusqu'à plus de 35% au fur et à mesure de l'arrivée de bonnes nouvelles, particulièrement sur le marché américain.

Si le fonds est investi quasi-uniquement en direct sur la partie obligataire, il l'est principalement par l'intermédiaire de trackers sur la partie actions. L'exposition en actions européennes qui était réalisée en titres vifs depuis décembre 2019 a été supprimée pour ne conserver que des titres en situation spéciale pour encaisser une marge quasi-certaine.

Le rendement courant du fonds est passé de 0,75% en juin 2020 à 0,35% en juin 2021. Cette baisse s'explique par la recovery sur le marché des obligations de crédit et dans la mesure où la gestion n'a pas cherché à compenser cette baisse par une prise de risque supplémentaire sur les obligations à haut rendement.

Au 30 juin 2021, le fonds détenait 86 lignes obligataires, 2 lignes actions, 7 ETF et 1 fonds actions, et 2 fonds de placement court terme.

Sur l'exercice, les cinq valeurs ayant le plus contribué à la performance sont ETF Amundi MSCI USA (+2,79%), Lyxor MSCI USA (+2,70%), Lyxor MSCI World Climate Change (+0,71%), Lyxor MSCI World (+0,47%) et Amundi MSCI Emu ESG Leaders (+0,46%). En contrepartie, la cession des actions détenues en direct alors que le marché n'avait pas encore complètement récupéré du choc de mars 2020 a généré des contributions négatives : Bayer -0,07%, SAP -0,04%, Atos -0,04%, Axa -0,03% et Lyxor Core MSCI Japan -0,03% (achat en fin d'exercice avant une correction de marché en juin 2021).

Informations relatives aux instruments financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion

Détention d'OPC gérés par la société de gestion : le seul OPC concerné est Equi-Trésorerie Plus qui est utilisé pour gérer une partie des liquidités du fonds.

Performance sur l'exercice

L'exercice du fonds Equi-Allocation Patrimoine s'est soldé par une performance de 12,33% pour la part F et de 11,44% pour la part I, à comparer à 12,33% pour l'indice de référence :

Depuis la création du fonds le 15/05/2019, la part F a progressé de 14,55% et la part I a progressé de 12,68%, contre 16,18% pour l'indice de référence.

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

La gestion s'appuyant sur les ETF pour l'allocation en actions, ce sont les opérations les plus importantes en montant sur l'exercice. On ne reprend pas dans le tableau ci-dessous les opérations sur fonds monétaire :

Titres	Mouvements ("Devises de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
AMUNDI ETF MSCI JAPAN		-3 948 124,95
TOBAM MOST DIVERSIFIED US EQUITIES (FONDS)	2 461 398,88	
LYXOR ETF CORE MSCI JAPAN	2 801 598,80	
AMUNDI INDEX SOLUTIONS SICAV MSCA EMU ETF		-2 615 581,80
LYXOR ETF MSCI WORLD		-2 592 325,08
AMUNDI ETF MSCI USA		-2 405 392,20
AMUNDI ETF MSCI JAPAN	2 095 057,97	
AMUNDI ETF MSCI SWITZERLAND	2 079 277,20	
DEUTSCHE WOHNEN (ACTION)	2 052 113,28	
SPDR ETF BLOOMBERG EURO HY		-2 046 272,93

Classement

Compte-tenu de son existence trop récente, le fonds n'a pas été classé par Lipper.

Politique du gestionnaire en matière de droit de vote

Sur la poche actions, le gérant exerce les droits de vote éventuels découlant de la qualité d'actionnaire du portefeuille dans l'intérêt exclusif des porteurs d'Equi-Allocation Patrimoine.

Conformément aux articles 314-100 à 314-102 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, les informations concernant la politique de vote et le compte-rendu de celle-ci sont disponibles sur le site internet de la société de gestion et/ou au siège social.

Commissions de mouvement

Néant.

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : www.equigest.fr.

Procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires et contreparties

Les intermédiaires financiers sont sélectionnés par la société de gestion dans le respect des principes de "best execution", ils sont choisis par les gérants de manière objective et documentée et approuvés collégalement par l'ensemble de la gestion et de la direction. Cette sélection est faite sous le contrôle du comité d'audit de la société.

Les intermédiaires font l'objet d'une grille d'évaluation spécifique.

Informations relatives aux modalités de calcul du risque global

Le FCP calcule son risque global via la méthode du calcul de l'engagement (anciennement méthode linéaire).

Critères sociaux environnementaux et de qualité de gouvernance dans leur politique d'investissement (ESG)

Les analyses fournies par MSCI-ESG permettent d'intégrer les critères ESG dans les choix d'investissement au travers d'une notation. Cette notation est la traduction d'un score global, moyenne pondérée des scores attribués aux enjeux clés choisis parmi 33 pour chaque secteur d'activité puis faisant l'objet d'un ajustement pour être neutre d'un secteur à l'autre.

La politique d'investissement (cf. ci-dessus) permet ainsi d'écarter les sociétés qui se comportent moins bien en ce qui concerne l'environnement (changement climatique, capital naturel, pollution et déchets, opportunités environnementales), le sociétal (engagement produit, capital humain, prise en compte des parties prenantes, opportunités sociétales), ou la gouvernance (comportement de l'entreprise et gouvernance de l'entreprise).

Information sur la gestion des garanties financières relatives aux transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré et aux techniques de gestion efficace de portefeuille

Non applicable.

Politique de Rémunération

La politique de rémunération mise en place au sein d'Equigest est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « Directive UCITS V »).

Montant des rémunérations versées en 2020 :

Sur l'exercice 2020, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables non différées) versées par Equigest à l'ensemble de son personnel (soit 13 personnes bénéficiaires au 31 décembre 2020) s'est élevé à 1 773 453 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Equigest sur l'exercice : 1 638 453 euros, soit 92,39% du total des rémunérations l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables versées par Equigest sur l'exercice : 135 000 euros, 7,61% du total des rémunérations versées par Equigest.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables non différées) versées sur l'exercice, 1 342 801 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs », 410 630 euros concernaient les gérants et autres personnes dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des OPCVM gérés.

Par ailleurs, aucun «carried interest» n'a été versé pour l'exercice.

Règlement SFTR (Securities Financing Transaction Regulation)

Aucun instrument SFTR.

Décret n°2015-1850 du 29 décembre 2015 relatif à la transition énergétique pour la croissance verte – Article L.533-22-1 code monétaire et financier

Non concerné car l'actif net est inférieur à 500 millions d'euros.

rapport du commissaire aux comptes



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Fonds Commun de Placement EQUI ALLOCATION PATRIMOINE

153 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2021

Aux porteurs de parts,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif EQUI ALLOCATION PATRIMOINE constitué sous forme de fonds commun de placement relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les fonds, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des fonds et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

KPMG S.A.
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une entité de droit anglais.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directeur et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, établis dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion établi par la société de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds commun de placement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds commun de placement.



**Fonds Commun de Placement
EQUI ALLOCATION PATRIMOINE**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense

KPMG S.A.

Date :
2021.10.28
19:10:10
+02:00

Isabelle Goalec
Associée

comptes
annuels

BILANactif

	30.06.2021	30.06.2020
Devise	EUR	EUR
Immobilisations nettes	-	-
Dépôts	-	-
Instruments financiers	142 860 960,67	128 068 072,39
• ACTIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Négoiées sur un marché réglementé ou assimilé	5 246 177,60	7 238 363,40
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
• OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Négoiées sur un marché réglementé ou assimilé	82 234 461,46	78 590 611,87
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
• TITRES DE CRÉANCES		
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
<i>Titres de créances négociables</i>	-	-
<i>Autres titres de créances</i>	-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
• ORGANISMES DE PLACEMENTS COLLECTIFS		
OPCVM et Fonds d'Investissement à Vocation Générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	45 021 721,61	40 554 557,12
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays États membres de l'Union européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres États membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres États membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	10 358 600,00	1 684 540,00
Autres organismes non européens	-	-
• OPÉRATIONS TEMPORAIRES SUR TITRES		
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés	-	-
Titres financiers empruntés	-	-
Titres financiers donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
• CONTRATS FINANCIERS		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Autres opérations	-	-
• AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS	-	-
Créances	415 769,00	37 317,25
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	415 769,00	37 317,25
Comptes financiers	2 129 246,46	929,09
Liquidités	2 129 246,46	929,09
Autres actifs	-	-
Total de l'actif	145 405 976,13	128 106 318,73

BILAN passif

	30.06.2021	30.06.2020
Devise	EUR	EUR
Capitaux propres		
• Capital	140 976 559,08	127 274 720,72
• Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
• Report à nouveau	-	-
• Plus et moins-values nettes de l'exercice	2 142 615,63	-139 340,69
• Résultat de l'exercice	751 649,73	845 326,94
Total des capitaux propres <i>(montant représentatif de l'actif net)</i>	143 870 824,44	127 980 706,97
Instruments financiers	-	-
• OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	-	-
• OPÉRATIONS TEMPORAIRES SUR TITRES FINANCIERS		
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
• CONTRATS FINANCIERS		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Autres opérations	-	-
Dettes	1 534 757,70	45 595,87
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	1 534 757,70	45 595,87
Comptes financiers	393,99	80 015,89
Concours bancaires courants	393,99	80 015,89
Emprunts	-	-
Total du passif	145 405 976,13	128 106 318,73

HORS-bilan

30.06.2021

30.06.2020

Devise	EUR	EUR
Opérations de couverture		
• Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
• Engagements de gré à gré		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
• Autres engagements		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
Autres opérations		
• Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
• Engagements de gré à gré		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
• Autres engagements		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-

COMPTE de résultat

	30.06.2021	30.06.2020
Devise	EUR	EUR
Produits sur opérations financières		
• Produits sur dépôts et sur comptes financiers	13,64	2 494,00
• Produits sur actions et valeurs assimilées	108 414,07	136 694,12
• Produits sur obligations et valeurs assimilées	1 225 003,65	1 243 713,25
• Produits sur titres de créances	-	-
• Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
• Produits sur contrats financiers	-	-
• Autres produits financiers	-	35 010,00
Total (I)	1 333 431,36	1 417 911,37
Charges sur opérations financières		
• Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
• Charges sur contrats financiers	-	-
• Charges sur dettes financières	-24 749,18	-9 031,28
• Autres charges financières	-	-
Total (II)	-24 749,18	-9 031,28
Résultat sur opérations financières (I - II)	1 308 682,18	1 408 880,09
Autres produits (III)	-	-
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	-556 814,95	-562 051,54
Résultat net de l'exercice (L.214-17-1) (I - II + III - IV)	751 867,23	846 828,55
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	-217,50	-1 501,61
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	-	-
Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI) :	751 649,73	845 326,94

1 règles & méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le Règlement ANC 2014-01 abrogeant le Règlement CRC 2003-02 modifié.

Covid-19 et incidence sur les comptes annuels :

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Règles d'évaluation des actifs

EQUIGEST a confié les prestations de valorisation relatives au portefeuille géré à SGSS NAV. EQUIGEST reste responsable de la bonne valorisation des instruments financiers.

Le FCP est valorisé en cours de clôture.

La devise de valorisation du FCP est l'Euro.

Le FCP s'est conformée aux règles et méthodes comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPCVM.

Pour la détermination des valeurs liquidatives, le portefeuille est évalué selon les règles suivantes :

- **Les obligations** : elles sont valorisées sur la base de moyennes de prix contribués.
- **Les actions** : elles sont valorisées au cours de clôture.
- **Les parts ou actions d'OPCVM** sont évalués à la dernière valeur liquidative connue.
- **Change à terme de devises** : les contrats de change à terme sont évalués selon le principe de l'amortissement linéaire de déport et report.
- **Les opérations à terme fermes et conditionnelles** sont évaluées au dernier cours de compensation connu. Les options sont évaluées selon la même méthode que leur valeur support : dernier cours pour les valeurs françaises, cours de leur marché d'origine convertis en euro pour les valeurs étrangères non cotées sur un marché français. Les opérations d'échange de taux sont valorisées au prix de marché.
- **Les titres de créances négociables et assimilés** : Les titres de créances négociables dont la durée de vie est inférieure à 3 mois sont valorisés au taux de négociation d'achat. Un amortissement de la décote ou de la surcote est pratiqué de façon linéaire sur la durée de vie du TCN. Les titres de créances négociables dont la durée de vie est supérieure à 3 mois sont valorisés au taux de marché, sauf ceux qui sont couverts par des swaps qui sont valorisés en tenant compte de la couverture.

Méthode de comptabilisation

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode du coupon encaissé.

Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition, frais exclus, et les sorties à leur prix de cession, frais exclus.

Méthodes d'évaluation des engagements hors-bilan

Les opérations de hors-bilan sont évaluées à la valeur d'engagement.

La valeur d'engagement pour les contrats à terme fermes est égale au cours (en devise de l'opc) multiplié par le nombre de contrats multiplié par le nominal.

La valeur d'engagement pour les opérations conditionnelles est égale au cours du titre sous-jacent (en devise de l'opc) multiplié par le nombre de contrats multiplié par le delta multiplié par le nominal du sous-jacent.

La valeur d'engagement pour les contrats d'échange est égale au montant nominal du contrat (en devise de l'opc).

Frais de fonctionnement et de gestion

Les frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiation (courtages, impôts de bourse, etc...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- Des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- Des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM ;

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter à la partie frais du DICI.

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux / barème
Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	Part F : 0.50% TTC maximum Part I : 1.30% TTC maximum Part L : 0.70% TTC maximum
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	(*)
Commissions de mouvement perçues par le dépositaire ⁽¹⁾	Prélèvement sur chaque transaction	De 4 à 30 € TTC (selon le pays) Produits dérivés : montant forfaitaire de 1 € à 3 € TTC/lot
Commission de surperformance	Actif net	20% TTC de la surperformance au-delà de l'indice sur la part « I » et sur la part « L » uniquement. En cas de sous performance, il y aura une reprise de provisions à hauteur des dotations. Ces frais sont ajustés à chaque calcul de la valeur liquidative et sont prélevés à la clôture de l'exercice du FCP.

(*) Le fonds peut investir jusqu'à 30% de son actif dans d'autres OPC.

(1) Pour l'exercice de sa mission, le dépositaire agissant en sa qualité de conservateur de l'OPCVM pratique une tarification fixe ou forfaitaire par opération selon la nature des titres, des marchés et des instruments financiers traités.

Toute facturation supplémentaire payée à un intermédiaire est répercutée en totalité à l'OPCVM et comptabilisée en frais de transaction en sus des commissions prélevées par le dépositaire.

Modalités de calcul de la commission de surperformance (pour les parts « I » et « L » uniquement)

La surperformance est calculée en comparant l'évolution de l'actif de l'OPCVM à l'évolution de l'actif d'un OPCVM de référence réalisant une performance identique à celle de l'indice composite 30% MSCI World Net Total Return EUR Index (MSDEWIN Index), + 56% Bloomberg Barclays Euro AGG Corporate ex-financials unhedged EUR (LECFTREU Index) + 14% Bloomberg Barclays Euro HY Corporate BB ex-financials unhedged EUR (BEHCTREU Index) et enregistrant les mêmes variations de souscriptions et de rachats que l'OPCVM réel.

Des frais de gestion variables seront prélevés au profit de la société de gestion selon les modalités suivantes :

- 20% TTC l'an de la surperformance de l'actif net qui excédera la variation de l'indice de référence au cours de clôture ;
- Si, sur l'exercice, la performance du FCP est inférieure à celle de l'indice, la part variable sera nulle ;
- Si, au cours de l'exercice, la performance du FCP depuis le début de l'exercice est supérieure à celle de l'indice calculée sur la même période, cette surperformance fera l'objet d'une provision au titre des frais de gestion variables lors du calcul de la valeur liquidative ;
- Dans le cas d'une sous-performance du FCP par rapport à celle de l'indice entre deux valeurs liquidatives, toute provision passée précédemment sera réajustée par une reprise sur provision. Les reprises sur provision sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures ;

- En cas de rachat, une quote-part de la provision pour frais de gestion variables sur l'encours constatée est, au prorata du nombre d'actions ou de parts rachetées, affectée définitivement à un compte de tiers spécifique. Cette quote-part de frais de gestion variables est acquise à la société de gestion ;
- La valeur liquidative prise en référence pour le premier exercice social est la valeur liquidative d'origine ;
- La valeur liquidative prise en référence pour les exercices suivants est celle de la clôture de l'exercice précédent ;
- La commission de surperformance sera prélevée par la société de gestion la première fois lors de la première clôture, puis annuellement lors de chaque clôture d'exercice social.

Les frais de fonctionnement et de gestion sont directement imputés au compte de résultat de l'OPCVM lors du calcul de chaque valeur liquidative.

Les coûts juridiques exceptionnels liés aux recouvrements éventuels de créances sont hors champ des blocs de frais évoqués ci-dessus.

Devise de comptabilité

Euro.

Indication des changements comptables soumis à l'information particulière des porteurs

- Changement intervenu : Néant.
- Changement à intervenir : Néant.

Indication des autres changements soumis à l'information particulière des porteurs *(Non certifiés par le commissaire aux comptes)*

- Changement intervenu : Néant.
- Changement à intervenir : Néant.

Indication et justification des changements d'estimation et de modalités d'application

Néant.

Indication de la nature des erreurs corrigées au cours de l'exercice

Néant.

Indication des droits et conditions attachés à chaque catégorie de parts

- **Résultat net** : Le FCP capitalise et/ou distribue son résultat net.
- **Plus-values nettes réalisées** : Le FCP capitalise et/ou distribue ses plus-values nettes réalisées.



2 évolution actif net

Devise	30.06.2021	30.06.2020
	EUR	EUR
Actif net en début d'exercice	127 980 706,97	-
Souscriptions (y compris la commission de souscription acquise à l'Opc)	112 259,42	125 524 809,07
Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'Opc)	-	-1 042,10
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	3 350 182,48	719 891,90
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-1 237 110,11	-780 917,40
Plus-values réalisées sur contrats financiers	188 840,00	-
Moins-values réalisées sur contrats financiers	-46 540,00	-
Frais de transaction	-69 653,55	-78 353,48
Différences de change	166 262,51	-1,60
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers :	12 674 009,49	1 749 492,03
- <i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>14 423 501,52</i>	<i>1 749 492,03</i>
- <i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>1 749 492,03</i>	-
Variations de la différence d'estimation des contrats financiers :	-	-
- <i>Différence d'estimation exercice N</i>	-	-
- <i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-	-
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	751 867,23	846 828,55
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	-
Autres éléments	-	-
Actif net en fin d'exercice	143 870 824,44	127 980 706,97

3 compléments d'information

3.1. Instruments financiers : ventilation par nature juridique ou économique d'instrument

3.1.1. Ventilation du poste "Obligations et valeurs assimilées" par nature d'instrument

	Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé
Obligations indexées	-	-
Obligations convertibles	6 604 885,11	-
Obligations à taux fixe	75 629 576,35	-
Obligations à taux variable	-	-
Obligations zéro coupons	-	-
Titres participatifs	-	-
Autres instruments	-	-

3.1.2. Ventilation du poste "Titres de créances" par nature juridique ou économique d'instrument

	Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé
Bons du Trésor	-	-
Titres de créances à court terme (NEU CP) émis par des émetteurs non financiers	-	-
Titres de créances à court terme (NEU CP) émis par des émetteurs bancaires	-	-
Titres de créances à moyen terme NEU MTN	-	-
Autres instruments	-	-

3.1.3. Ventilation du poste "Opérations de cession sur instruments financiers" par nature d'instrument

	Titres reçus en pension cédés	Titres empruntés cédés	Titres acquis à réméré cédés	Ventes à découvert
Actions	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-

3.1.4. Ventilation des rubriques de hors-bilan par type de marché (notamment taux, actions)

	Taux	Actions	Change	Autres
Opérations de couverture				
Engagements sur les marchés réglementés ou assimilés	-	-	-	-
Engagements de gré à gré	-	-	-	-
Autres engagements	-	-	-	-
Autres opérations				
Engagements sur les marchés réglementés ou assimilés	-	-	-	-
Engagements de gré à gré	-	-	-	-
Autres engagements	-	-	-	-

3.2. Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	Taux fixe	Taux variables	Taux révisable	Autres
Actif				
Dépôts	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	82 234 461,46	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	2 129 246,46
Passif				
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	393,99
Hors-bilan				
Opérations de couverture	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-

3.3. Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	0 - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 3 ans	3 - 5 ans	> 5 ans
Actif					
Dépôts	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	2 603 491,08	9 980 586,08	26 696 030,18	42 954 354,12
Titres de créances	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-
Comptes financiers	2 129 246,46	-	-	-	-
Passif					
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-
Comptes financiers	393,99	-	-	-	-
Hors-bilan					
Opérations de couverture	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-

3.4. Ventilation par devise de cotation ou d'évaluation des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

Cette ventilation est donnée pour les principales devises de cotation ou d'évaluation, à l'exception de la devise de tenue de la comptabilité.

Par devise principale	USD	-	-	Autres devises
Actif				
Dépôts	-	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-
OPC	4 609 626,39	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-
Créances	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-
Passif				
Opé. de cession sur inst. financiers	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-
Comptes financiers	393,99	-	-	-
Hors-bilan				
Opérations de couverture	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-

3.5. Créances et Dettes : ventilation par nature

Détail des éléments constitutifs des postes "autres créances" et "autres dettes", notamment ventilation des opérations de change à terme par nature d'opération (achat/vente).

Créances	415 769,00
Opérations de change à terme de devises :	
Achats à terme de devises	-
Montant total négocié des Ventes à terme de devises	-
Autres Créances :	
Ventes règlements différés	410 144,00
Coupons à recevoir	5 625,00
-	-
-	-
-	-
Autres opérations	-
Dettes	1 534 757,70
Opérations de change à terme de devises :	
Ventes à terme de devises	-
Montant total négocié des Achats à terme de devises	-
Autres Dettes :	
Achats règlements différés	1 486 155,00
Frais provisionnés	48 492,30
Debiteurs et créditeurs divers	110,40
-	-
-	-
Autres opérations	-

3.6. Capitaux propres

Catégorie de part émise / rachatée pendant l'exercice :	Souscriptions		Rachats	
	Nombre de parts	Montant	Nombre de parts	Montant
PART F / FR0013414208	-	-	-	-
PART I / FR0013414216	104	112 259,42	-	-
PART L / FR00140023T3	-	-	-	-
Commission de souscription / rachat par catégorie de part :		Montant		Montant
PART F / FR0013414208		-		-
PART I / FR0013414216		-		-
PART L / FR00140023T3		-		-
Rétrocessions par catégorie de part :		Montant		Montant
PART F / FR0013414208		-		-
PART I / FR0013414216		-		-
PART L / FR00140023T3		-		-
Commissions acquises à l'Opc par catégorie de part :		Montant		Montant
PART F / FR0013414208		-		-
PART I / FR0013414216		-		-
PART L / FR00140023T3		-		-

3.7. Frais de gestion

Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes) en % de l'actif net moyen	%
Catégorie de part :	
PART F / FR0013414208	0,40
PART I / FR0013414216	1,20
PART L / FR00140023T3	-
Commission de surperformance (frais variables) : montant des frais de l'exercice	Montant
Catégorie de part :	
PART F / FR0013414208	-
PART I / FR0013414216	0,01
PART L / FR00140023T3	-
Rétrocession de frais de gestion :	
- Montant des frais rétrocédés à l'Opc	-
- Ventilation par Opc "cible" :	
- Opc 1	-
- Opc 2	-
- Opc 3	-
- Opc 4	-

3.8. Engagements reçus et donnés

3.8.1. Description des garanties reçues par l'Opc avec mention des garanties de capitalnéant

3.8.2. Description des autres engagements reçus et/ou donnésnéant

3.9. Autres informations

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire :

- Instruments financiers reçus en pension (livrée) -

- Autres opérations temporaires -

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie :

Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan :

- actions -

- obligations -

- titres de créances -

- autres instruments financiers -

Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine :

- actions -

- obligations -

- titres de créances -

- autres instruments financiers -

3.9.3. Instruments financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion (fonds) ou aux gestionnaires financiers (Sicav) et opc gérés par ces entités :

- opc 2 514 003,52

- autres instruments financiers -

3.10. Tableau d'affectation du résultat *(En devise de comptabilité de l'Opc)***Acomptes versés au titre de l'exercice**

Date	Catégorie de part	Montant global	Montant unitaire	Crédit d'impôt totaux	Crédit d'impôt unitaire
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-

	30.06.2021	30.06.2020
Affectation du résultat	EUR	EUR
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	751 649,73	845 326,94
Total	751 649,73	845 326,94

PART F / FR0013414208	30.06.2021	30.06.2020
Devise	EUR	EUR
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	753 197,42	846 363,25
Total	753 197,42	846 363,25
Information relative aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

PART I / FR0013414216	30.06.2021	30.06.2020
Devise	EUR	EUR
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	-1 547,69	-1 036,31
Total	-1 547,69	-1 036,31
Information relative aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

3.11. Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes*(En devise de comptabilité de l'Opc)***Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice**

Date	Montant global	Montant unitaire
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

	30.06.2021	30.06.2020
Affectation des plus et moins-values nettes	EUR	EUR
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	2 142 615,63	-139 340,69
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	2 142 615,63	-139 340,69

PART F / FR0013414208	30.06.2021	30.06.2020
Devise	EUR	EUR
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	2 132 462,42	-138 787,95
Total	2 132 462,42	-138 787,95
Information relative aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	-	-
Distribution unitaire	-	-

PART I / FR0013414216	30.06.2021	30.06.2020
Devise	EUR	EUR
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	10 153,21	-552,74
Total	10 153,21	-552,74
Information relative aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	-	-
Distribution unitaire	-	-

3.12. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques du FCP au cours des 5 derniers exercices

Date de création du Fonds : 15 mai 2019.

Devise					
EUR	30.06.2021	30.06.2020	-	Date n-2	Date n-3
Actif net	143 870 824,44	127 980 706,97	-	-	-

PART F / FR0013414208	Devise de la part et de la valeur liquidative : EUR				
	30.06.2021	30.06.2020	-	Date n-2	Date n-3
Nombre de parts en circulation	1 250	1 250	-	-	-
Valeur liquidative	114 553,08	101 980,92	-	-	-
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris acomptes)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire (y compris acomptes)*	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire transféré aux porteurs (personne physique) ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire*	2 308,52	566,06	-	-	-

* Les montants de la distribution unitaire, de la capitalisation unitaire et des crédits d'impôt sont indiqués en devise de comptabilité de l'Opc. La capitalisation unitaire correspond à la somme du résultat et des plus et moins-values nettes sur le nombre de parts en circulation. Cette méthode de calcul est appliquée depuis le 1er janvier 2013.

⁽¹⁾ En application de l'Instruction Fiscale du 4 mars 1993 de la Direction Générale des Impôts, le crédit d'impôt unitaire est déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

PART I / FR0013414216	Devise de la part et de la valeur liquidative : EUR				
	30.06.2021	30.06.2020	-	Date n-2	Date n-3
Nombre de parts en circulation	603	499	-	-	-
Valeur liquidative	1 126,81	1 011,13	-	-	-
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris acomptes)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire (y compris acomptes)*	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire transféré aux porteurs (personne physique) ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire*	14,27	-3,18	-	-	-

* Les montants de la distribution unitaire, de la capitalisation unitaire et des crédits d'impôt sont indiqués en devise de comptabilité de l'Opc. La capitalisation unitaire correspond à la somme du résultat et des plus et moins-values nettes sur le nombre de parts en circulation. Cette méthode de calcul est appliquée depuis le 1er janvier 2013.

⁽¹⁾ En application de l'Instruction Fiscale du 4 mars 1993 de la Direction Générale des Impôts, le crédit d'impôt unitaire est déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

4 inventaire au 30.06.2021

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
<i>Valeurs mobilières</i>						
<i>Action</i>						
DE000A0HN5C6	DEUTSCHE WOHNEN AG REIT	PROPRE	40 000,00	2 063 200,00	EUR	1,43
FR0010613471	SUEZ SA ACT	PROPRE	158 752,00	3 182 977,60	EUR	2,21
Total Action				5 246 177,60		3,65
<i>Obligation</i>						
XS1967635977	ABERTIS INFRASTRUCTURAS 2.375% 27/09/2027	PROPRE	1 300 000,00	1 459 014,75	EUR	1,01
FR0013521085	ACCOR SA 0.7% CV DIRTY 07/12/2027	PROPRE	26 195,00	1 372 932,34	EUR	0,95
FR0013399029	ACCOR SA 1.75% 04/02/2026	PROPRE	1 700 000,00	1 825 266,01	EUR	1,27
XS1767087866	ACEA SPA 1.5% 08/06/2027	PROPRE	800 000,00	855 821,04	EUR	0,59
FR00140010J1	ALTAREA 1.75% 16/01/2030	PROPRE	1 200 000,00	1 212 778,91	EUR	0,84
BE6312821612	ANHEUSER BUSCH INBEV SA 1.125% 01/07/2027	PROPRE	500 000,00	529 015,41	EUR	0,37
BE6248644013	ANHEUSER-BUSCH INBEV 3.25% 24/01/2033	PROPRE	700 000,00	904 678,27	EUR	0,63
XS2051362072	AT AND T INC 0.8% 04/03/2030	PROPRE	1 500 000,00	1 517 175,21	EUR	1,05
FR0013378452	ATOS SE 1.75% 07/05/2025	PROPRE	800 000,00	848 955,95	EUR	0,59
XS1144088165	AT&T INC 2.6% 17/12/2029	PROPRE	400 000,00	468 581,15	EUR	0,33
FR0013399060	AUCHAN HOLDINGS SADIR 2.625% 30/01/2024	PROPRE	1 300 000,00	1 398 141,45	EUR	0,97
XS1589881785	BMW FINANCE NV 0.875% 03/04/2025	PROPRE	800 000,00	832 822,03	EUR	0,58
XS1823246803	BMW FINANCE NV 1.125% 22/05/2025	PROPRE	1 700 000,00	1 801 054,29	EUR	1,25
XS1886403200	BRITISH TELECOMMUNICATIO 2.125% 26/09/2028	PROPRE	1 200 000,00	1 344 159,78	EUR	0,93
FR0013460607	BUREAU VERITAS SA 1.125% 18/01/2027	PROPRE	200 000,00	206 075,12	EUR	0,14
XS1179916017	CARREFOUR 1.25% 03/06/2025	PROPRE	1 200 000,00	1 259 163,78	EUR	0,88
XS2300292963	CELLNEX FINANCE CO SA 1.25% 15/01/2029	PROPRE	1 800 000,00	1 772 319,21	EUR	1,23
XS2300292617	CELLNEX FINANCE COMPANY SAU 0.75% 15/11/2026	PROPRE	500 000,00	497 947,53	EUR	0,35
XS2257580857	CELLNEX TELECOM SA CV 0.75% 20/11/2031	PROPRE	1 000 000,00	989 315,00	EUR	0,69
XS1962571011	CIE DE SAINT GOBAIN 1.875% 15/03/2031	PROPRE	1 300 000,00	1 486 731,11	EUR	1,03
XS2022084367	CNH INDUSTRIAL FIN EUR S 1.625% 03/07/2029	PROPRE	440 000,00	475 585,21	EUR	0,33
XS1490137418	CROWN EURO HOLDINGS SA 2.625% 30/09/2024	PROPRE	2 200 000,00	2 320 776,33	EUR	1,61

EQUI-ALLOCATION PATRIMOINE

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
DE000A2GSLY0	DAIMLER AG 1% 15/11/2027	PROPRE	1 300 000,00	1 371 089,16	EUR	0,95
FR0013385655	EDENRED 1.875% 06/03/2026	PROPRE	1 700 000,00	1 852 679,79	EUR	1,29
XS2053052895	EDP FINANCE BV 0.375% 16/09/2026	PROPRE	700 000,00	709 904,42	EUR	0,49
XS1471646965	EDP FINANCE BV 1.125% 12/02/2024	PROPRE	1 300 000,00	1 349 406,59	EUR	0,94
FR0013521960	EIFFAGE SA 1.625% 14/01/2027	PROPRE	200 000,00	212 456,79	EUR	0,15
FR0013285707	ELIS SA 0% CV 06/10/2023 DIRTY	PROPRE	23 499,00	734 578,74	EUR	0,51
FR0013449972	ELIS SA 1% 03/04/2025	PROPRE	400 000,00	399 686,30	EUR	0,28
XS2107315470	ENI SPA 0.625% 23/01/2030	PROPRE	700 000,00	708 336,81	EUR	0,49
XS1651444140	EUROFINS SCIENTIFIC SE 2.125% 25/07/2024	PROPRE	372 000,00	401 656,20	EUR	0,28
DK0030486402	EURONEXT NV 0.75% 17/05/2031	PROPRE	700 000,00	708 620,64	EUR	0,49
XS2009943379	EURONEXT NV 1.125% 12/06/2029	PROPRE	350 000,00	367 691,25	EUR	0,26
FR0013369493	EUTELSAT SA 2% 02/10/2025	PROPRE	1 300 000,00	1 411 811,58	EUR	0,98
FR0013422623	EUTELSAT SA 2.25% 13/07/2027	PROPRE	400 000,00	447 372,77	EUR	0,31
XS1554373677	FRESENIUS FINANCE IRELAND PLC 2.125% 01/02/2027	PROPRE	1 200 000,00	1 331 557,32	EUR	0,93
DE000A2DAHU1	FRESENIUS SE & CO KGAA CV 0% 31/01/2024	PROPRE	1 300 000,00	1 293 812,00	EUR	0,90
XS1612542826	GENERAL ELECTRIC CO 0.875% 17/05/2025	PROPRE	1 200 000,00	1 234 935,29	EUR	0,86
XS2018637327	HEIDELBERGCEMENT FIN LUX 1.125% 01/12/2027	PROPRE	200 000,00	211 409,01	EUR	0,15
XS1629387462	HEIDELBERGCEMENT FIN LUX 1.5% 14/06/2027	PROPRE	1 300 000,00	1 392 559,64	EUR	0,97
XS1944456109	IBM CORP 0.875% 31/01/2025	PROPRE	1 700 000,00	1 766 578,52	EUR	1,23
FR0013457967	ICADE SANTE SAS 0.875% 04/11/2029	PROPRE	900 000,00	914 331,08	EUR	0,64
FR0014001YB0	ILIAD SA 1.875% 11/02/2028	PROPRE	1 000 000,00	993 363,15	EUR	0,69
FR0013065372	ILIAD SA 2.125% 05/12/2022	PROPRE	800 000,00	828 358,25	EUR	0,58
FR0013518420	ILIAD SA 2.375% 17/06/2026	PROPRE	500 000,00	514 373,01	EUR	0,36
XS2200215213	INFRASTRUTTURE WIRELESS 1.875% 08/07/2026	PROPRE	200 000,00	212 786,36	EUR	0,15
XS2305744059	IQVIA INC 2.25% 15/03/2029	PROPRE	1 300 000,00	1 308 797,75	EUR	0,91
XS2065601937	IREN SPA 0.875% 14/10/2029	PROPRE	300 000,00	308 348,05	EUR	0,21
XS1704789590	IREN SPA 1.5% 24/10/2027	PROPRE	900 000,00	971 293,56	EUR	0,68
XS1685542497	ITALGAS SPA 1.625% 18/01/2029	PROPRE	1 300 000,00	1 424 872,66	EUR	0,99
DE000A2SBDE0	JAB HOLDINGS BV 1% 20/12/2027	PROPRE	300 000,00	309 163,52	EUR	0,21
FR0013449261	LAGARDERE SA 2.125% 16/10/2026	PROPRE	600 000,00	604 163,26	EUR	0,42

EQUI-ALLOCATION PATRIMOINE

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
FR0013262912	LAGARDERE SCA 1.625% 21/06/2024	PROPRE	300 000,00	301 382,92	EUR	0,21
XS2031871069	LOXAM SAS 3.75% 15/07/2026	PROPRE	400 000,00	411 348,33	EUR	0,29
FR0013425139	MMS USA FINANCING INC 0.625% 13/06/2025	PROPRE	400 000,00	407 726,14	EUR	0,28
FR0013396520	ORANGE SA 2.00% 15/01/2029	PROPRE	1 700 000,00	1 937 890,32	EUR	1,35
FR0014002010	ORPEA 2% 01/04/2028	PROPRE	400 000,00	407 240,44	EUR	0,28
FR0013322187	ORPEA 2.625% 10/03/2025	PROPRE	1 800 000,00	1 914 243,53	EUR	1,33
XS1214547777	PRYSMIAN SPA 2.5% 11/04/2022	PROPRE	380 000,00	389 244,05	EUR	0,27
FR0013476090	RCI BANQUE SA 1.125% 15/01/2027	PROPRE	800 000,00	831 286,47	EUR	0,58
FR0013334695	RCI BANQUE SA 1.625% 26/05/2026	PROPRE	800 000,00	848 453,81	EUR	0,59
FR0013329315	RENAULT SA 1% 18/04/2024	PROPRE	800 000,00	799 851,84	EUR	0,56
FR0014000NZ4	RENAULT SA 2.375% 25/05/2026	PROPRE	800 000,00	814 810,08	EUR	0,57
XS2361358299	REPSOL EUROPE FINANCE 0.375% 06/07/2029	PROPRE	1 500 000,00	1 486 155,00	EUR	1,03
XS2035620710	REPSOL INTL FINANCE 0.25% 02/08/2027	PROPRE	200 000,00	201 429,53	EUR	0,14
XS2332306344	REXEL SA 2.125% 15/06/2028	PROPRE	800 000,00	821 299,67	EUR	0,57
XS1711584430	SAIPEM FINANCE INTL BV 2.625% 07/01/2025	PROPRE	800 000,00	842 214,03	EUR	0,59
XS2325696628	SAIPEM FINANCE INTL BV 3.125% 31/03/2028	PROPRE	1 200 000,00	1 239 818,79	EUR	0,86
FR0013213683	SANEF SA 0.95% 19/10/2028	PROPRE	800 000,00	826 874,41	EUR	0,57
FR0013518081	SEB SA 1.375% 16/06/2025	PROPRE	200 000,00	206 650,55	EUR	0,14
FR0013259116	SEB SA 1.5% 31/05/2024	PROPRE	800 000,00	829 436,05	EUR	0,58
XS1849518276	SMURFIT KAPPA ACQUISITIO 2.875% 15/01/2026	PROPRE	800 000,00	896 597,44	EUR	0,62
XS1209185161	TELECOM ITALIA SPA CV 1.125% 26/03/2022	PROPRE	2 200 000,00	2 214 247,03	EUR	1,54
XS2288109676	TELECOM ITALIA 1.625% 18/01/2029	PROPRE	800 000,00	794 316,71	EUR	0,55
XS1907150780	TELE2 AB 2.125% 15/05/2028	PROPRE	1 300 000,00	1 439 105,88	EUR	1,00
XS1851313863	TELFONICA DEUTSCH FINAN 1.75% 05/07/2025	PROPRE	800 000,00	862 340,93	EUR	0,60
XS1843435501	TLG IMMOBILEN AG 1.5% 28/05/2026	PROPRE	600 000,00	632 171,01	EUR	0,44
FR0013313186	UBISOFT ENTERTAINMENT SA 1.289% 30/01/2023	PROPRE	400 000,00	408 941,28	EUR	0,28
FR0014000UD6	UNIBAIL RODAMCO WESTFLD 1.375% 04/12/2031	PROPRE	1 600 000,00	1 660 289,53	EUR	1,15
FR0011689033	VALEO SA 3.25% 22/01/2024	PROPRE	1 000 000,00	1 092 115,62	EUR	0,76
FR0013246733	VEOLIA ENVIRONMENT 1.496% 30/11/2026	PROPRE	400 000,00	433 188,43	EUR	0,30
FR0013424868	VIVENDI SA 0.625% 11/06/2025	PROPRE	1 400 000,00	1 428 713,42	EUR	0,99

EQUI-ALLOCATION PATRIMOINE

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
XS2002018500	VODAFONE 1.625% 24/11/2030	PROPRE	600 000,00	661 802,71	EUR	0,46
FR0013417128	WENDEL SA 1.375% 26/04/2026	PROPRE	1 300 000,00	1 372 350,16	EUR	0,95
XS2338564870	ZF FINANCE GMBH 2% 06/05/2027	PROPRE	200 000,00	202 060,66	EUR	0,14
DE000A14J7G6	ZF NA CAPITAL 2.75% 27/04/2023	PROPRE	900 000,00	944 561,34	EUR	0,66
Total Obligation				82 234 461,46		57,16
O.P.C.V.M.						
LU1602144575	AMUNDI INDEX SOLUTION MSCI EMU ESG LEADERS SELECT	PROPRE	15 000,00	3 738 000,00	EUR	2,60
LU1681044720	AMUNDI INDEX SOLUTIONS SICAV AMUNDI MSCI SWITZERLAND ETF	PROPRE	8 000,00	3 063 600,00	EUR	2,13
LU1602144732	AMUNDI INDEX SOLUTIONS SICAV MSCI JAPAN ETF	PROPRE	8 000,00	1 820 022,40	EUR	1,27
LU1681042864	AMUNDI MSCI USA UCITS ETF - EUR (C)	PROPRE	27 800,00	12 901 068,16	EUR	8,97
FR0000289886	EQUI TRESORERIE PLUS SICAV EUR	PROPRE	1 904,00	2 514 003,52	EUR	1,75
FR0011363423	LYXOR ETF MSCI USA CE	PROPRE	37 000,00	13 789 160,00	EUR	9,58
LU1067857166	MOST DIVERSIFIED PORTFOLIO SICAV TOBAM ANTI BENCHMARK EQ	PROPRE	34 000,00	4 609 626,39	USD	3,20
LU2056739464	MULTI UNIT LUXE LYXOR MSCI WORLD ESG CLIMATE TRANS CTB ETF	PROPRE	1 250 000,00	7 295 000,00	EUR	5,07
LU1781541252	MULTI UNITS LUXEMBOURG SICAV LYXOR CORE MSCI JAPAN UCITS ETF	PROPRE	200 000,00	2 760 900,00	EUR	1,92
FR0010611335	PALATINE MOMA B 3D	PROPRE	90,00	2 888 941,14	EUR	2,01
Total O.P.C.V.M.				55 380 321,61		38,49
Total Valeurs mobilières				142 860 960,67		99,30
Liquidités						
AUTRES						
	PROV COM MVTS EUR	PROPRE	-110,40	-110,40	EUR	-0,00
Total AUTRES				-110,40		-0,00
BANQUE OU ATTENTE						
	ACH DIFF TITRES EUR	PROPRE	-1 486 155,00	-1 486 155,00	EUR	-1,03
	BANQUE EUR SGP	PROPRE	2 129 246,46	2 129 246,46	EUR	1,48
	BANQUE USD SGP	PROPRE	-468,22	-393,99	USD	-0,00
	VTE DIFF TITRES EUR	PROPRE	410 144,00	410 144,00	EUR	0,29
Total BANQUE OU ATTENTE				1 052 841,47		0,73
FRAIS DE GESTION						
	PRCOMGESTFIN	PROPRE	-47 827,82	-47 827,82	EUR	-0,03
	PRCOMGESTFIN	PROPRE	-664,47	-664,47	EUR	-0,00

EQUI-ALLOCATION PATRIMOINE

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
	PRCOMVARIABLE	PROPRE	-0,01	-0,01	EUR	-0,00
Total FRAIS DE GESTION				-48 492,30		-0,03
Total Liquidites				1 004 238,77		0,70
Coupons						
Obligation						
BE6312821612	ANHEU BAS 1.125% 27	ACHLIG	500,00	5 625,00	EUR	0,00
Total Obligation				5 625,00		0,00
Total Coupons				5 625,00		0,00
Total EQUI-ALLOCATION PATRIMOINE				143 870 824,44		100,00